

Cote du document: EB 2014/112/R.24
Point de l'ordre du jour: 13
Date: 6 août 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Synthèse du président de la Consultation: deuxième session de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Mohamed Beavogui

Directeur et Conseiller principal du Président
Bureau des partenariats et de la mobilisation des
ressources
téléphone: +39 06 5459 2240
courriel: m.beavogui@ifad.org

Cheryl Morden

Directrice adjointe
Bureau des partenariats et de la mobilisation des
ressources
téléphone: +39 06 5459 2822
courriel: c.morden@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent douzième session
Rome, 17-18 septembre 2014

Pour: **Information**

Synthèse du président de la Consultation: deuxième session de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA

Conformément à la résolution 180/XXXVII sur l'établissement de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10), aux termes de laquelle le Conseil d'administration doit être tenu informé du déroulement des délibérations de la Consultation, la synthèse de la deuxième session de la Consultation sur FIDA10 établie par le président de la Consultation est présentée en annexe au présent document.

Cote du document: IFAD10/2/INF.3/Rev.1
Date: 8 juillet 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F

Investir dans les populations rurales

Synthèse du président de la Consultation: deuxième session de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA

Note aux membres de la Consultation

Responsables:

Questions techniques:

Mohamed Beavogui

Conseiller principal du Président et
Directeur du Bureau des partenariats
et de la mobilisation des ressources
téléphone: +39 06 5459 2240
courriel: m.beavogui@ifad.org

Cheryl Morden

Directrice adjointe
Bureau des partenariats
et de la mobilisation des ressources
téléphone: +39 06 5459 2822
courriel: c.morden@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA —
Deuxième session
Rome, 9-10 juin 2014

Pour: **Examen**

Synthèse du président de la Consultation: deuxième session de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA

Introduction

1. Les membres de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10), la direction et le personnel du FIDA, ainsi que des observateurs, se sont réunis à Rome (Italie) les 9 et 10 juin 2014 pour la deuxième session de la Consultation sur FIDA10. Les documents ci-après, préparés par la direction du FIDA et le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, ont été examinés: a) Vision stratégique du FIDA 2016-2025: favoriser la transformation durable et sans exclusive du monde rural; b) Évaluation au niveau de l'institution des résultats des reconstitutions du FIDA; c) Améliorer le modèle opérationnel du FIDA pour favoriser la transformation durable et sans exclusive du monde rural; d) Synthèse d'évaluations portant sur l'engagement du FIDA auprès des pays à revenu intermédiaire; e) Programme de travail de FIDA10; f) Cadre financier pour FIDA10; et g) Projet de résolution sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA.

Remarques préliminaires et adoption de l'ordre du jour

2. Le président de la Consultation a souhaité la bienvenue à l'assemblée et a présenté l'ordre du jour, puis le Président du FIDA a accueilli les participants, a remercié les membres de leur soutien constant et s'est dit confiant dans le succès du processus de consultation. Les représentants des Listes A et C ont prononcé des déclarations d'ouverture. La Liste B a prononcé une déclaration le deuxième jour et la Liste C a fait une déclaration sur le modèle opérationnel. (Toutes les déclarations des listes seront mises en ligne sur la plateforme interactive réservée aux États membres.)

Allocution de l'oratrice invitée

3. Après l'adoption de l'ordre du jour, L'Honorable Ngozi Okonjo-Iweala, Ministre des finances de la République fédérale du Nigéria et ancienne Directrice générale de la Banque mondiale, s'est penchée sur le contexte en mutation dans lequel le FIDA doit mener à bien sa mission et sur son avenir, ainsi que sur le rôle de partenaire de confiance apprécié du Gouvernement nigérian que joue le Fonds grâce à l'appui qu'il offre en faveur du développement de l'agriculture paysanne et de la transformation agricole dans le pays.

Réaction d'ensemble des membres

4. Les membres ont félicité la direction pour la qualité, la concision et la ponctualité des documents présentés à la Consultation. Ils ont salué la priorité accordée par le FIDA au développement de l'agriculture paysanne et à la réduction de la pauvreté rurale, souvent dans les zones les plus reculées et difficiles d'accès; et ils ont insisté sur la nécessité, pour le FIDA, de consolider ses opérations et d'accorder une place centrale aux démarches ayant fait leurs preuves pour relever les défis urgents en matière de développement dans le cadre du nouveau programme de développement pour l'après-2015. Ils se sont pleinement associés aux principaux messages énoncés dans les documents sur la vision stratégique, le modèle opérationnel et le programme de travail, et se sont félicités de la clarté des paramètres qui sous-tendent le cadre financier du FIDA. Les membres ont échangé des points de vue sur les principaux sujets de préoccupation et ont fourni à la direction des orientations sur différentes questions présentant un intérêt particulier.

Vision stratégique du FIDA 2016-2025

5. Les membres ont appuyé sans réserve les grands principes et les axes sur lesquels repose la vision stratégique. Ils ont mis l'accent sur un certain nombre de questions précises qu'ils jugent particulièrement importantes, notamment l'adaptation de

l'agriculture paysanne au changement climatique, l'égalité des sexes, la nutrition, l'emploi non agricole en milieu rural, la coopération Sud-Sud et triangulaire, la différenciation des approches vis-à-vis des pays à revenu intermédiaire et des États fragiles, la concertation sur les politiques, l'attention accordée aux résultats, les partenariats avec le secteur privé et la sécurité humaine. Des questions ont été posées concernant d'une part la corrélation entre la Vision stratégique et les autres documents de nature plus opérationnelle et, d'autre part, l'importance, pour le FIDA, de la réforme des Nations Unies dans le contexte du programme de développement pour l'après-2015. Les membres ont insisté sur la nécessité d'utiliser de manière efficiente les ressources limitées du FIDA, tant financières qu'en personnel. Ils ont exprimé des points de vue divergents sur les questions relatives tant à la sélectivité des pays qu'au principe d'inclusion des pays. Ils se sont accordés pour dire qu'il est utile et important de situer la performance du FIDA par rapport à celle d'autres institutions, et que le Fonds se doit de mieux exprimer et communiquer son avantage comparatif incontestable ainsi que les résultats et l'impact qu'il obtient en termes de développement. Les membres ont également demandé des précisions concernant la vision de l'ampleur future des opérations du FIDA, et la théorie du changement sous-tendant le rapport entre investissements du FIDA, produits obtenus et impact de développement.

6. La direction du FIDA a pris note des directives spécifiques reçues à ce propos. En ce qui concerne l'avantage comparatif du Fonds, la direction a assimilé le rôle de l'organisation à celui d'une courroie de transmission, qui crée le "chaînon manquant", dans la mesure où le FIDA œuvre aux côtés des communautés agricoles, des gouvernements membres, des partenaires de développement et du secteur privé afin d'appuyer des approches novatrices, pour la plupart développées à petite échelle par des ONG ou des partenaires bilatéraux, en développant et institutionnalisant ces mêmes approches, et en confiant les expériences couronnées de succès et les enseignements qui en sont tirés aux gouvernements, au secteur privé ou à d'autres partenaires de développement plus importants pour que ces opérations soient reproduites à plus grande échelle.

Évaluation au niveau de l'institution des résultats des reconstitutions du FIDA

7. Les membres se sont vivement félicités de l'évaluation au niveau de l'institution des reconstitutions du FIDA, réalisée par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), et se sont déclarés disposés à revoir les principaux aspects et éléments du processus de reconstitution et des questions relatives à la gouvernance. L'idée préconisant la constitution d'un groupe de travail inter-Consultation, chargé d'examiner ces questions, a bénéficié d'un large consensus. La direction du FIDA préparera le mandat de ce groupe de travail, mandat qui sera examiné lors de la troisième session de la reconstitution, en octobre.

Modèle opérationnel du FIDA pour FIDA10

8. L'examen du modèle opérationnel du FIDA a été assorti d'exposés, d'une part sur la synthèse d'évaluations d'IOE portant sur l'engagement du FIDA auprès des pays à revenu intermédiaire et, d'autre part, sur le modèle opérationnel du FIDA. Le président du Comité de l'évaluation a présenté un compte rendu sommaire des délibérations du Comité sur le document de synthèse. D'une manière générale, le modèle opérationnel et son orientation ont bénéficié d'un large soutien. Il a été demandé que les domaines présentant pour les membres un intérêt particulier – signalés lors de l'examen du document présentant la vision stratégique (voir paragraphe 5 ci-dessus) – soient plus détaillés. La direction a précisé que le projet de rapport de la Consultation qui sera présenté à la session d'octobre devrait fournir des informations sur les mesures spécifiques et contrôlables qu'il est envisagé de prendre afin de répondre aux préoccupations exprimées par les membres. Un consensus s'est dégagé concernant la nécessité de développer des approches sur mesure en fonction du pays, y compris et surtout pour les États

fragiles et sortant d'un conflit, mais les membres ont exprimé des points de vue différents sur des questions relatives aux pays à revenu intermédiaire (PRI), au Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) et au reclassement volontaire. La direction a répondu que ces questions étaient en lien direct avec les efforts accrus déployés par le FIDA dans le domaine de la mobilisation des ressources. Les États membres doivent maintenant travailler ensemble afin de définir une vision commune s'agissant de la manière dont ces questions pourraient être affrontées. Au cours des mois à venir, la direction consulterait les membres sur la meilleure façon de relever ce défi. De l'avis du président, il s'agit là d'une occasion importante de donner au FIDA une assise opérationnelle et financière viable et à fort impact, à condition que les États membres travaillent patiemment ensemble durant les prochaines sessions de la reconstitution.

Programme de travail de FIDA10

9. Lors de l'examen du document sur le programme de travail de FIDA10, les membres ont encouragé le FIDA à établir des priorités opérationnelles précises pour FIDA10 et ont manifesté leur appui en faveur de l'approche basée sur la consolidation et l'intégration des principaux thèmes. Ils se sont félicités de la poursuite de l'engagement soutenu du FIDA en Afrique subsaharienne. L'attention a été attirée sur les questions liées à la résilience et sur les enjeux relatifs aux pêches et aux ressources marines. S'agissant des hypothèses de reconstitution, les membres ont exprimé leur préférence pour les hypothèses intermédiaire et haute, compte tenu de leur caractère réaliste tant en termes de besoins des pays en développement que de capacités institutionnelles du FIDA. Les membres ont souhaité obtenir davantage d'informations sur la distribution des ressources qui est prévue par catégorie de pays. Ils ont également demandé des clarifications sur toute une série de questions en lien avec le cofinancement, notamment sa définition et le niveau escompté. Les membres ont dit attendre d'autres informations venant étayer les objectifs visés en termes d'impact, s'agissant du nombre de ruraux pauvres qui seront libérés de la pauvreté durant la période couverte par FIDA10. Par ailleurs, ils ont demandé à ce qu'une présentation leur soit faite, à la session d'octobre, sur les obstacles auxquels la direction se trouve confrontée en relation avec le programme de coopération Sud-Sud et triangulaire.

Cadre financier du FIDA pour FIDA10

10. Lors de l'examen du cadre financier, les membres ont reconnu que, même si le maintien du programme de prêts et dons à son niveau actuel – hypothèse intermédiaire présentée par la direction – est le résultat minimum que l'on peut souhaiter, cette hypothèse comporterait pour les États membres une augmentation significative du niveau des contributions de base. La direction a noté que les contributions de base représentent la source de financement à privilégier dans le cadre de FIDA10; toutefois, si les États membres n'étaient pas en mesure de relever leurs contributions au niveau correspondant à cette hypothèse, la direction souhaiterait envisager, avec eux, l'éventualité de contributions complémentaires non affectées et, en dernier ressort, si cela est inévitable, l'emprunt. De fait, durant la période couverte par FIDA10, l'emprunt supposerait le parachèvement et l'approbation du cadre général d'emprunt, en cours d'élaboration. À ce propos, les membres ont demandé à être tenus au courant de l'évolution des délibérations sur le cadre d'emprunt ainsi que sur les incidences financières de l'éventuel emprunt. La direction a accepté d'organiser une session d'information sur ces questions durant la session d'octobre. Elle a par ailleurs souscrit à la déclaration d'un membre selon laquelle le FIDA doit relever un double défi: premièrement, comment parvenir à une reconstitution satisfaisante pour FIDA10 reposant sur des hypothèses financières réalistes; et deuxièmement, savoir si et comment mettre en place de nouveaux instruments de financement pour la structure financière du FIDA à long terme.

Projet de résolution sur FIDA10

11. Dans le cadre de l'examen du dernier point important inscrit à l'ordre du jour, la direction a présenté le projet de résolution sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA, en expliquant la structure de la résolution et les modifications par rapport à la résolution sur FIDA9. Les membres ont décidé d'examiner le document et d'aborder toute question éventuelle avec le Conseiller juridique du FIDA avant d'aller de l'avant dans les discussions à la session d'octobre.

Conclusion

12. Pour conclure, le Président du FIDA a remercié les délégués pour leur précieux soutien, leurs commentaires détaillés et leurs conseils utiles. Il a noté que FIDA10 survient en une période de transition extrêmement importante pour l'avenir à long terme du Fonds, et a fait la synthèse des mesures proposées par la direction pour l'avenir. Il a annoncé que lui-même et les membres de la direction redoubleraient d'efforts afin de garantir d'une part que les positions des États membres soient pleinement prises en compte dans le projet de document de la Consultation et, d'autre part, que la reconstitution soit couronnée de succès.
13. Le président de la Consultation a remercié tous les participants pour leur collaboration constructive et a salué l'excellente organisation, par la direction et le personnel du FIDA, de cette deuxième session de la Consultation sur FIDA10.